



B U R K I N A F A S O



MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



**COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)**

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

au 2ème trimestre 2011

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD

INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01
Téléphone : (226) 50.37.62.02 - Fax : (226) 50.37.62.26 - Burkina Faso
E-mail : insd@insd.bf; insdbf@yahoo.fr - Site web : www.insd.bf

TBE n° 02/2011

SOMMAIRE

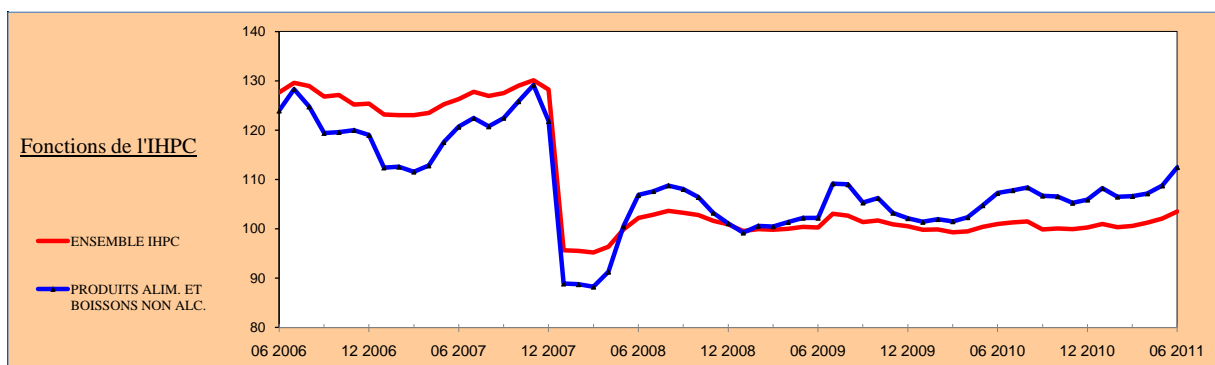
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	8
Secteur monétaire	13
Secteur extérieur	16
Définitions et abréviations	21
Crédit des contributions	22

Secteur réel

Le deuxième trimestre 2011 a connu, comparativement au trimestre précédent, une légère hausse générale des prix à la consommation (+1,6%), à l'exception des services de consommation ; une hausse générale des prix des céréales et des animaux. Quant à l'industrie, sa production a connu une baisse globale au premier trimestre 2011 .

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2010	2010	2010	2011	2011	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	100,3	100,9	100,1	100,6	102,3	1,6%	2,0%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	104,8	107,6	105,9	107,1	109,5	2,2%	4,5%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	96,0	98,1	99,7	97,2	100,9	3,8%	5,1%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	100,1	100,1	100,1	100,2	100,4	0,2%	0,3%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	100,3	101,2	104,1	103,1	107,3	4,1%	7,0%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,2	98,2	98,2	98,3	98,4	0,1%	0,2%
SANTE	99,8	99,8	99,8	100,2	100,5	0,2%	0,7%
TRANSPORTS	96,0	97,7	98,7	98,9	99,1	0,2%	3,3%
COMMUNICATION	85,2	72,1	63,4	64,5	62,4	-3,3%	-26,8%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	98,8	98,7	98,9	99,0	99,1	0,1%	0,2%
ENSEIGNEMENT	102,0	102,0	102,5	102,5	102,5	0,0%	0,5%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	101,5	103,1	103,4	104,0	108,5	4,3%	6,9%
AUTRES BIENS ET SERVICES	101,7	101,7	101,6	102,0	102,2	0,3%	0,6%



Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)

Le deuxième trimestre 2011 est marqué par un renchérissement général des biens de consommation, en témoigne l'intensification de la hausse de l'indice des prix : une hausse de 1,6% au 2ème trimestre 2011 contre 0,5% au 1er trimestre 2011 en glissement trimestriel et de 2% contre 1% en glissement annuel.

On note surtout que le deuxième trimestre a connu une hausse du niveau des prix de tous les postes de consommation à l'exception du poste "communication" dont les prix ont chuté de 3,3% en glissement trimestriel et de 26,8% en glissement annuel.

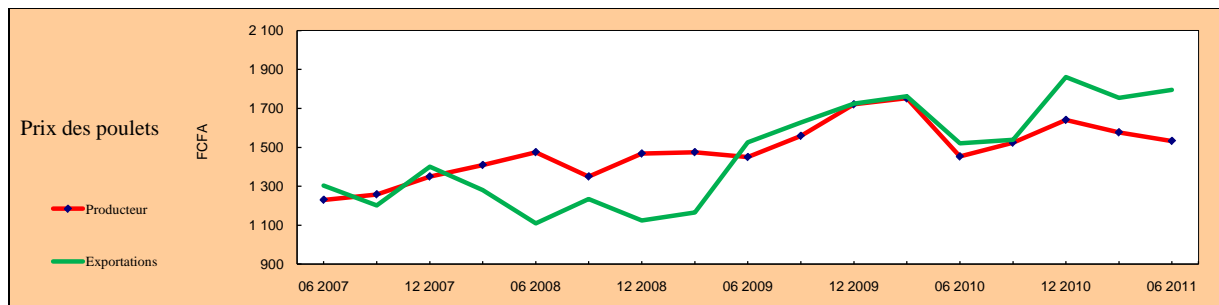
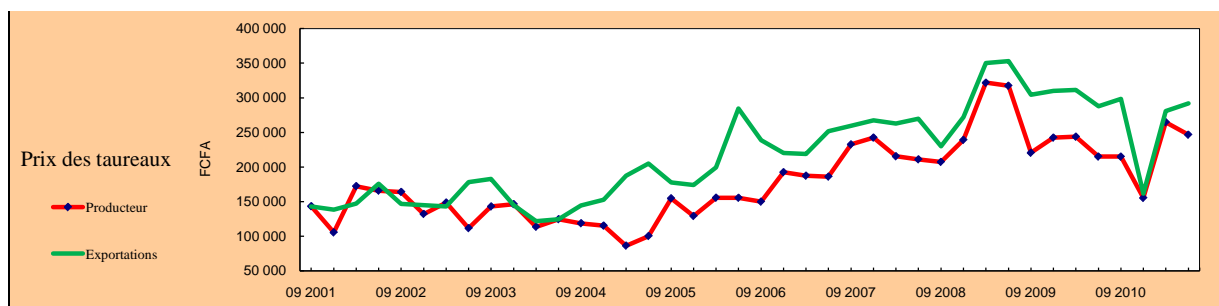
La hausse de 2% en glissement annuel s'explique essentiellement par l'envolée des prix des produits alimentaires (+4,5%), des boissons et tabacs (+5,1%), de l'énergie et des services de logement (+7%) et des services de restauration et d'hôtellerie (+6,9%). Ces mêmes postes de consommation justifient la hausse par rapport au trimestre précédent.

NB: L'indice harmonisé des prix à la consommation a connu un changement après l'adoption d'une nouvelle base, celle de 2008, à partir du 1er trimestre 2008.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2010	2010	2010	2011	2011	trimestriel	annuel
Prix au producteur du taureau	215 058	214 985	155 275	264 723	246 650	-6,8%	14,7%
Prix à l'exportation du taureau	287 653	298 415	161 567	280 603	291 894	4,0%	1,5%
Prix au producteur du bœlier	45 241	45 362	78 635	50 853	52 296	2,8%	15,6%
Prix à l'exportation du bœlier	75 319	78 521	81 687	60 592	62 800	3,6%	-16,6%
Prix au producteur du bouc	25 862	26 526	32 520	24 054	27 300	13,5%	5,6%
Prix à l'exportation du bouc	35 129	35 896	34 547	34 480	39 514	14,6%	12,5%
Prix au producteur du poulet	1 453	1 524	1 641	1 577	1 533	-2,8%	5,5%
Prix à l'exportation du poulet	1 521	1 539	1 862	1 754	1 796	2,4%	18,1%
Prix au producteur de la pintade	1 524	1 628	1 484	1 825	1 860	1,9%	22,0%
Prix à l'exportation de la pintade	1 598	1 652	1 866	1 833	2 026	10,5%	26,8%

**PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE**

Le deuxième trimestre a été marqué par une situation alimentaire relativement déficitaire. Le niveau de remplissage des pâturages et des points d'eau a été jugé passable. On notait tout de même un retour peu à peu des animaux partis en transhumance vers les pays voisins.

L'observation des prix des bovins sur les différents marchés montre que ceux-ci ont connu une baisse (7%) sur les marchés de production accompagnée d'une forte baisse du niveau d'approvisionnement (36%) en bovins. Cette variation des prix s'est traduite au deuxième trimestre par des hausses de 4% sur les marchés d'exportation comparativement à leur niveau du trimestre précédent. La rareté des animaux occasionnée sur les marchés locaux a orienté les commerçants vers les marchés d'exportation expliquant du même coup la hausse des prix observés sur ces marchés. En glissement annuel, les variations de prix de taureau sont de +15% sur les marchés de production et de +1% sur les marchés d'exportation.

Quant aux mercuriales de petits ruminants, elles montrent une variabilité relative des prix par rapport au trimestre précédent. En effet, le prix du bœlier a sensiblement évolué à la hausse (3% sur les marchés de production et 4% sur les marchés d'exportations). Comparé au même trimestre de l'année 2010, on observe un effondrement important du prix du bœlier à l'exportation (-17%) tandis que le prix du bouc affiche une hausse aussi bien sur les marchés de production que sur les marchés d'exportation. La forte demande extérieure aurait contribué au renchérissement du prix du bouc.

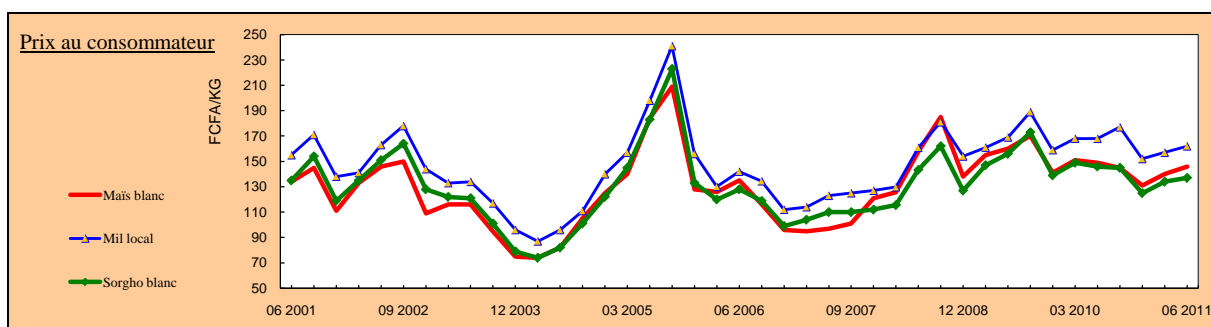
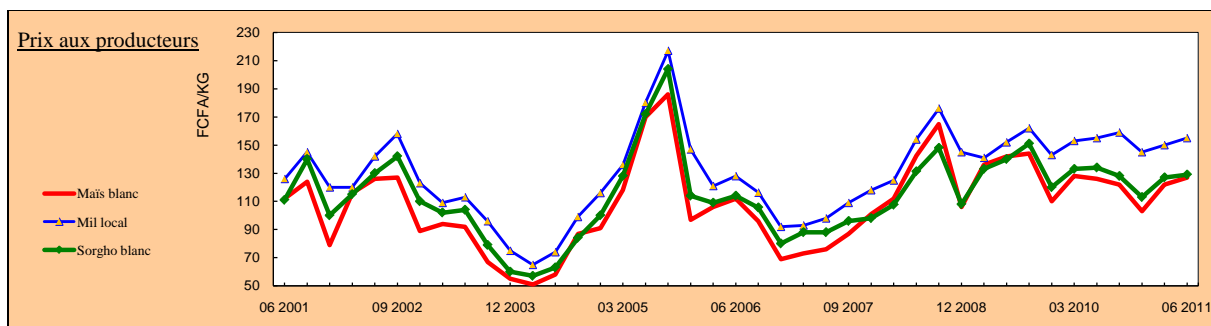
Les mercuriales de volaille n'ont pas connu d'importants changements. Les prix sont restés quasi-stationnaires sur les marchés et ont varié de façon générale entre 1500 et 2000 FCFA.

Malgré la hausse des prix sur les marchés d'exportation et la baisse du niveau d'approvisionnement des animaux sur les marchés, le deuxième trimestre a connu un accroissement des exportations d'animaux sur pieds vers les pays voisins de 24% par rapport au premier trimestre.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2010	2010	2010	2011	2011	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	126,0	122,0	103,0	122,0	127,0	4,1%	0,8%
Prix au consommateur du maïs blanc	149,0	145,0	131,0	140,0	146,0	4,3%	-2,0%
Prix au producteur du mil local	155,0	159,0	145,0	150,0	155,0	3,3%	0,0%
Prix au consommateur du mil local	168,0	177,0	152,0	157,0	162,0	3,2%	-3,6%
Prix au producteur du sorgho blanc	134,0	128,0	113,0	127,0	129,0	1,6%	-3,7%
Prix au consommateur du sorgho blanc	146,0	145,0	125,0	134,0	137,0	2,2%	-6,2%



La disponibilité céréalière au cours de ce second trimestre 2011 a été bonne sur l'ensemble du pays. Les principaux marchés céréaliers ont été approvisionnés en début de trimestre par les stocks paysans et commerçants. Mais dès le mois de juin, le principal canal d'approvisionnement des marchés était celui des commerçants. En effet, avec l'entrée dans la période de soudure, une faiblesse globale des stocks paysans a été constatée. Néanmoins, les stocks commerçants, assez importants ont permis un approvisionnement régulier et adéquat sur les marchés. Au regard de cette bonne disponibilité céréalière sur les marchés, les prix ont peu varié durant le trimestre.

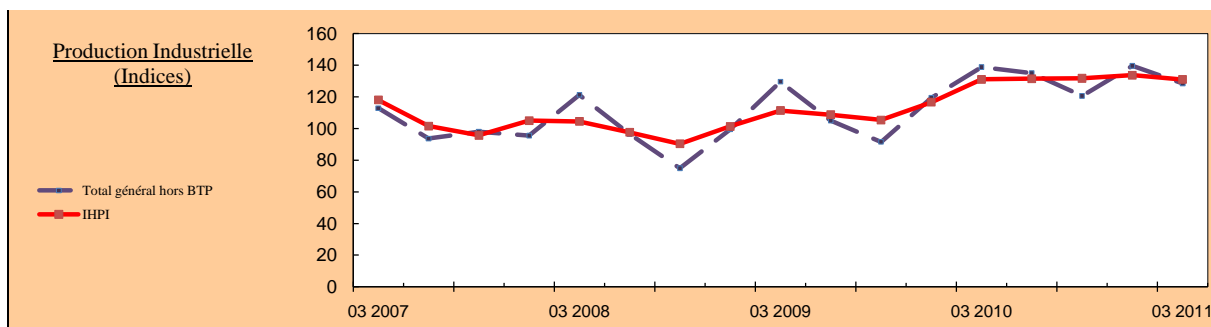
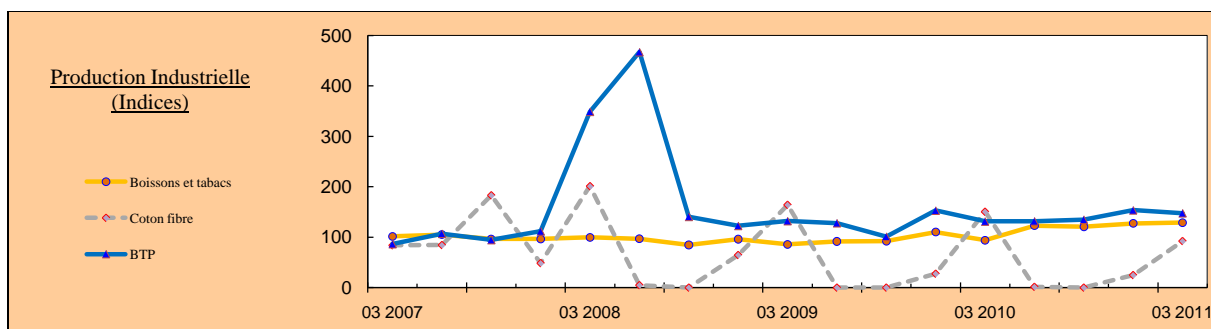
La variation des prix moyens mensuels a été faible au cours de ce trimestre. Sur les marchés de collecte, de légères variations de 4%, 3% et 2% ont été enregistrées respectivement pour le maïs blanc, le mil local et le sorgho blanc par rapport au trimestre précédent. Par rapport au second trimestre de 2010, une baisse de 4% pour le sorgho blanc et une stabilité pour le maïs blanc et le mil local ont été enregistrées. Au niveau des marchés de détail, il a été enregistré également des variations en hausse de 2% pour le sorgho blanc, de 3% pour le mil local et de 4% pour le maïs blanc par rapport au trimestre antérieur. Comparativement à la même période de l'année 2010, des variations en baisses ont été observées de l'ordre de 2%, 4% et 6% respectivement pour le maïs blanc, le mil local et le sorgho blanc.

Sur les marchés urbains, le prix du sac de 100 Kg était en moyenne à 14 600 FCFA pour le maïs blanc, à 16 200 FCFA pour le mil local et à 13 700 FCFA pour le sorgho blanc. Les prix des céréales les plus élevés ont été observés sur les marchés des régions du Sahel (Dori, Gorom-Gorom) et du Centre (Sankaryaré) avec des prix moyens de 18 000 FCFA le sac de 100 Kg pour le maïs, de 18 500 FCFA pour le sorgho et 21 000 FCFA pour le mil. Les prix du sac de 100 Kg à la collecte étaient en moyenne de 12 700 FCFA pour le maïs blanc, de 15 500 FCFA pour le mil local et de 12 900 FCFA pour le sorgho blanc. Les prix les moins élevés ont été enregistrés sur les marchés des régions de la Boucle du Mouhoun (Gassan) et des Hauts-Bassins (Faramana, N'Dorola) avec des moyennes de prix du sac de 11 000 FCFA, de 9 700 FCFA et de 9 500 FCFA respectivement pour le mil, le sorgho et le maïs.

Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2010	2010	2010	2010	2011	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	150,6	1,5	0,0	24,8	92,4	271,8%	-38,6%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	97,1	110,6	106,4	128,2	162,7	26,9%	67,5%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	145,2	10,9	8,6	36,8	95,9	160,7%	-34,0%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 113,2	1 108,5	1 083,3	1 379,8	1 336,5	-3,1%	20,1%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	134,5	146,5	145,5	166,8	141,9	-14,9%	5,5%
BOISSONS ET TABAC	93,9	123,0	120,9	127,5	128,9	1,1%	37,3%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	73,1	224,4	48,1	45,2	141,9	214,3%	94,1%
BOULANGERIES, MEUNERIES	97,6	115,4	117,5	118,3	114,8	-3,0%	17,6%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	104,0	84,1	75,1	130,5	237,5	81,9%	128,3%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	91,5	105,7	94,7	156,8	131,1	-16,4%	43,2%
INDUSTRIES CHIMIQUES	88,3	73,0	68,7	66,0	67,2	1,8%	-23,9%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	154,3	113,5	154,2	349,5	15,9	-95,4%	-89,7%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	97,5	121,4	70,7	64,0	60,7	-5,2%	-37,8%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	131,4	131,8	135,0	153,6	147,8	-3,8%	12,5%
TOTAL GENERAL HORS BTP	138,8	135,0	120,6	139,6	128,5	-8,0%	-7,4%
IHPI	137,8	134,6	122,5	141,5	131,0	-7,4%	-4,9%



Le premier trimestre de l'année 2011 a enregistré une baisse globale de la production dans l'industrie. Passant de 141,5 au quatrième trimestre de 2010 à 131,0 au premier trimestre de 2011, l'indice a connu une diminution de 7,4% en glissement trimestriel et une baisse de 4,9% en glissement annuel.

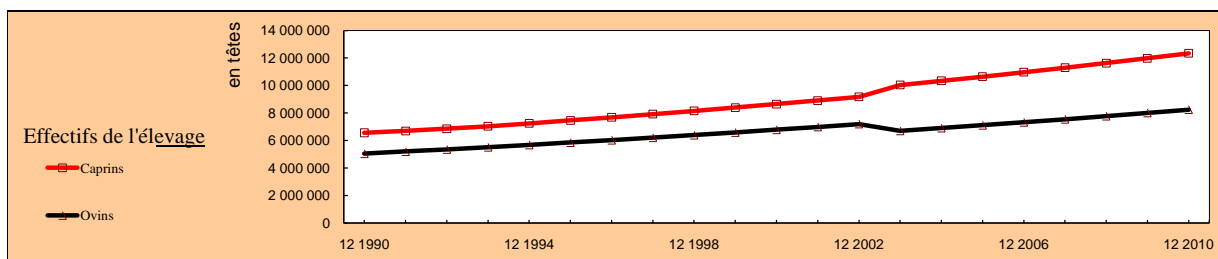
Cette baisse est due principalement au ralentissement de l'activité dans les sous secteurs de l'énergie, des matériaux de construction, et de l'industrie métallique. En effet, le secteur énergétique et celui du bâtiment et des travaux publics ont connu des baisses respectives de 5,2% et 8,0% en glissement trimestriel mais aussi en glissement annuel (7,4% et 37,8%). L'industrie extractive a également connu une baisse de 3,1% en glissement trimestriel, mais une croissance de 20,1% en glissement annuel.

Par contre, l'indice de l'industrie textile, constituée majoritairement de la production de fibres par FASOTEX ET FASO COTON, a connu une hausse de 160,7% en glissement trimestriel et a enregistré une baisse de 37,0% par rapport au premier trimestre de l'année 2010. Les autres industries qui ont soutenu l'activité industrielle au cours du trimestre sont essentiellement les industries alimentaires, de boissons et de tabac, en croissance de 26,9% en glissement trimestriel et 67,5% en glissement annuel; et les autres industries alimentaires. Enfin, les industries chimiques ont connu une légère hausse de 1,8% en glissement trimestriel mais une baisse de 23,9% en glissement annuel.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	Croissance moyenne	
						2006-2010	2009-2010
Effectif de bovins (en têtes)	7 759 000	7 914 180	8 072 420	8 233 845	8 398 499	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	7 324 000	7 543 720	7 770 083	8 003 164	8 243 238	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	10 966 000	11 294 980	11 633 992	11 982 987	12 342 454	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	33 329	34 329	35 359	36 420	37 512	3,0%	3,0%

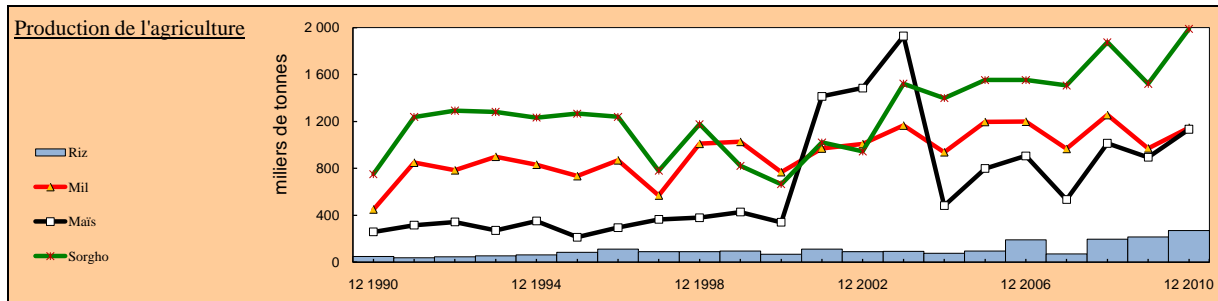
**EFFECTIFS DU CHEPTTEL**

Les résultats de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II) offrent à tous les acteurs une source d'information appréciable. Ces résultats constituent également la base de projection et d'estimation des effectifs du cheptel. A partir donc de ces résultats et en appliquant toujours les taux de croît, les effectifs du cheptel estimés pour la fin de l'année 2010 et le début de l'année 2011 au niveau national se présentent comme ci-dessus sur le tableau.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	Croissance moyenne	
						2006-2010	2009-2010
Production brute totale de céréales	3 858 224	3 088 811	4 358 518	3 626 637	4 560 574	4,3%	25,8%
dont : Production brute de mil	1 198 656	966 016	1 255 189	970 927	1 147 894	-1,1%	18,2%
dont : Production brute de sorgho	1 553 830	1 507 162	1 875 046	1 521 468	1 990 227	6,4%	30,8%
dont : Production brute de maïs	905 713	533 874	1 013 634	894 558	1 133 452	5,8%	26,7%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	189 176	68 916	195 102	213 584	270 658	9,4%	26,7%



Le second trimestre de l'année 2011 été marqué par une assez bonne disponibilité céréalière dans l'ensemble du pays. Les bons résultats de la campagne agricole 2010/2011, ainsi que la bonne gestion des stocks paysans ont permis un bon approvisionnement en céréales des marchés. Les stocks commerçants demeurent également satisfaisants. C'est aussi la période des travaux de préparation des champs grâce à quelques pluies.

Ce trimestre a été également marqué par le lancement officiel de la campagne agricole 2011/2012 au mois de Mai à Sour-Badala, localité située à environ 15 kilomètres de Dédougou. Placé sous le thème « le maintien et la restauration de la fertilité des sols : facteurs essentiels d'accroissement de la productivité agricole », cette campagne visera à renforcer l'utilisation des fertilisants agricoles tels que la fumure organique pour la restauration des sols. Déjà, au cours de la campagne agricole 2010- 2011, près de 8 millions de tonnes de fumure organique ont été produites.

Pour la campagne agricole 2011/2012, près de 5 881 000 tonnes de céréales et 600 000 tonnes de coton sont prévues, soit des taux d'accroissement respectifs de 25% et de 12%. Pour atteindre ces résultats, le gouvernement mettra à la disposition des producteurs 10 600 tonnes de semences, d'engrais NPK et 15 000 tonnes d'urée à prix subventionné. L'acquisition des ces intrants minéraux sera conditionnée par la production de fumure organique par le demandeur. Aussi, le gouvernement a décidé de booster la filière du niébé, en lui donnant un visage féminin. En effet, l'objectif visé pour cette campagne est de toucher 45 000 femmes dans toutes les provinces du Burkina par cette filière. Le lancement officiel des activités de la campagne 2011-2012 a été également marqué par la remise de semences et de matériels de compostage aux producteurs.

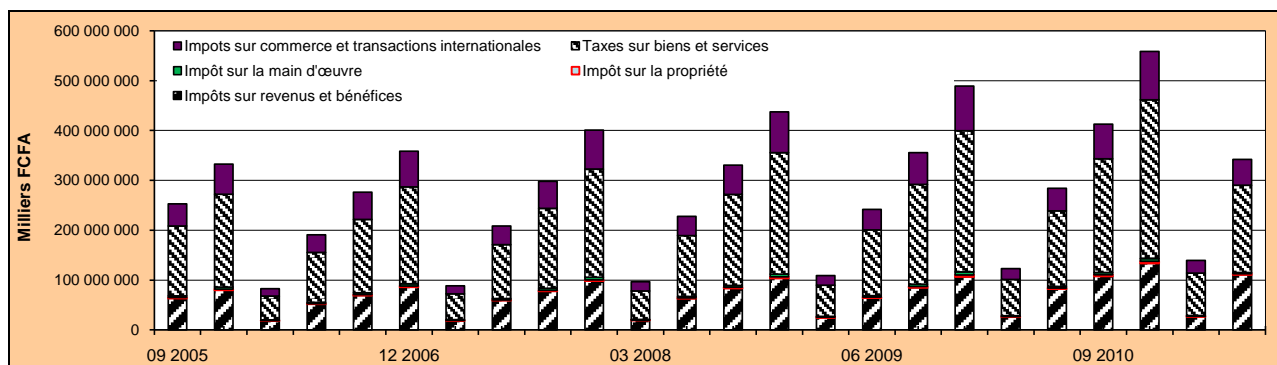
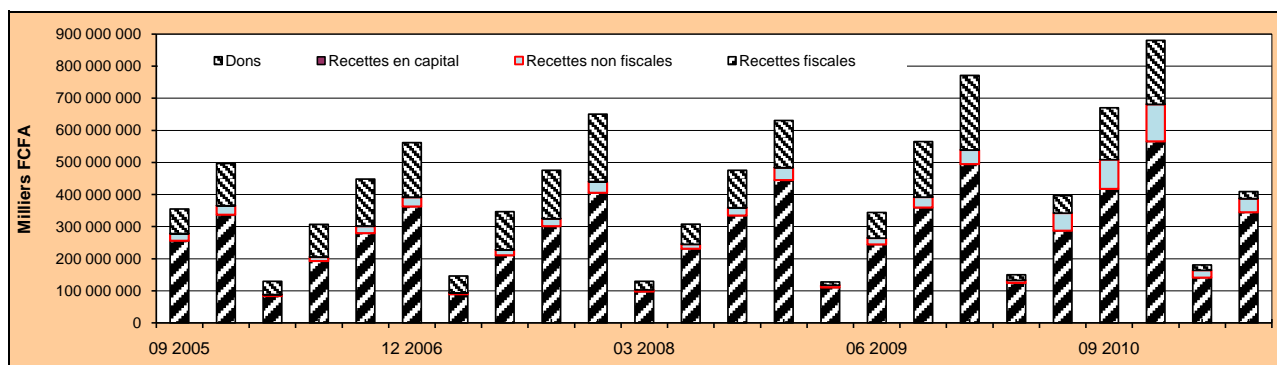
Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.P.E.R.

Finances publiques

Le premier semestre de l'année 2011 a été marqué par une volonté du gouvernement à consolider les acquis engrangés au cours du précédent exercice budgétaire. La poursuite et le renforcement des politiques en matière de finances publiques ont contribué à améliorer le niveau de mobilisation des recettes ainsi qu'à maîtriser les dépenses publiques. De ce fait, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit base engagement de 32,0 milliards francs CFA en nette amélioration par rapport à la même période en 2010.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2011)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2010	2010	2010	2011	2011		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	960 991 120	396 133 529	670 626 857	880 219 148	180 645 842	409 420 058	42,6%	3,4%
Recettes totales	700 745 374	342 103 596	508 725 433	681 279 432	163 623 022	387 184 664	55,3%	13,2%
Recettes courantes	700 745 374	342 103 409	508 725 264	681 279 200	163 623 005	387 184 462	55,3%	13,2%
Recettes fiscales	609 133 462	286 943 054	417 384 786	565 749 861	140 735 363	344 961 202	56,6%	20,2%
Impôts sur revenus et bénéfices	158 504 041	82 291 859	107 586 714	133 581 198	26 695 121	110 766 543	69,9%	34,6%
Impôt sur la main d'œuvre	6 528 332	3 214 914	4 322 496	5 479 487	1 255 869	2 460 891	37,7%	-23,5%
Taxes sur biens et services	334 975 628	151 564 977	227 946 078	318 436 479	85 078 750	175 079 889	52,3%	15,5%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	98 342 448	45 382 617	69 751 870	96 759 726	25 424 876	51 734 367	52,6%	14,0%
Autres recettes fiscales	6 527 144	2 803 897	4 624 088	7 332 991	1 410 620	2 835 647	43,4%	1,1%
Recettes non fiscales	23 737 053	55 160 355	91 340 478	115 529 339	22 887 642	42 223 260	177,9%	-23,5%
Recettes en capital	0	187	169	232	17	202		8,0%
Dons	260 245 746	54 029 932	161 901 424	198 939 715	17 022 820	22 235 394	8,5%	-58,8%
Projets	130 371 746	25 028 823	40 568 023	51 127 271	4 691 058	4 691 058	3,6%	-81,3%
Programmes	129 874 000	29 001 109	121 333 401	147 812 444	12 331 762	17 544 336	13,5%	-39,5%

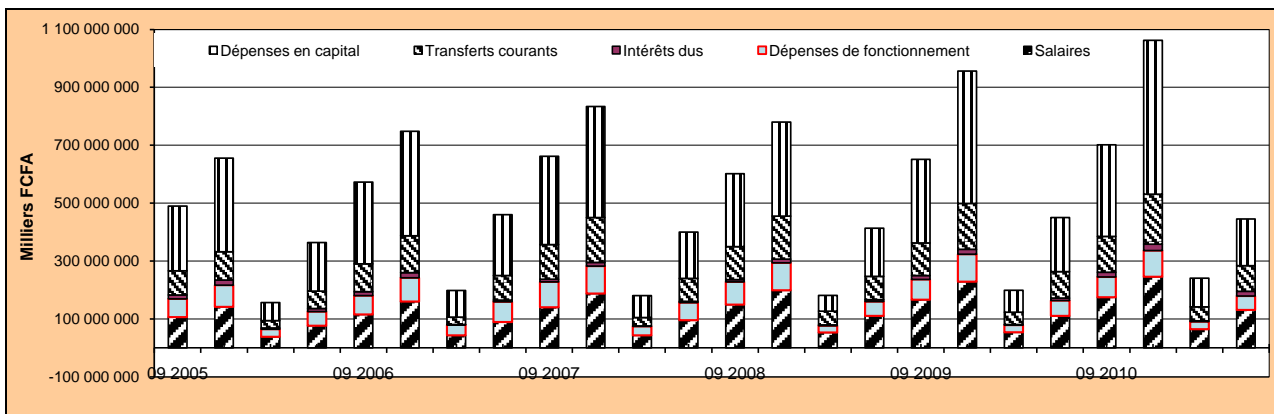
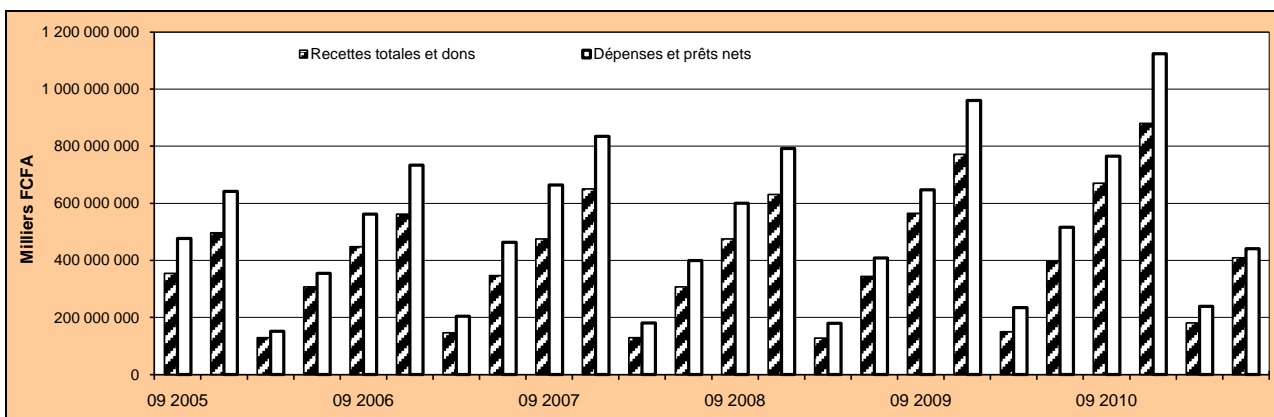


Les recettes totales et dons ont connu une réalisation de 409,4 milliards de francs CFA à fin juin 2011 contre 396,1 milliards de francs CFA à fin juin 2010, soit une progression de 3,4%. Cette performance résulte d'un accroissement important des recettes propres qui ont augmenté de 13,2% par rapport à fin juin 2010 pour s'établir à 387,2 milliards de francs CFA à fin juin 2011. Ces réalisations sont imputables aux performances enregistrées au niveau des recettes fiscales. En effet, celles-ci ont enregistré une hausse de 58,0 milliards de francs CFA (+20,2%) par rapport à fin juin 2010 pour se situer à 344,9 milliards de francs CFA à la fin du premier semestre de l'année 2011. Cela a été rendu possible par la poursuite de l'approche « unités de recouvrement », l'intensification des actions de lutte contre la fraude et le faux, le recoupement d'informations entre les régies, l'assainissement des fichiers des contribuables, la mise en œuvre de l'impôt sur les sociétés et les bons résultats enregistrés par les sociétés minières en 2010. En ce qui concerne les dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 22,2 milliards de francs CFA à fin juin 2011 contre 54,0 milliards de francs CFA à fin juin 2010, soit une baisse de 58,8%, imputable aussi bien aux dons programmes qu'aux dons projets en raison du retard enregistré dans les décaissements.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2011)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2010	2010	2010	2011	2011		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 120 257 032	515 709 859	765 170 985	1 123 591 951	238 834 747	441 462 949	39,4%	-14,4%
Dépenses	1 126 547 769	517 813 512	768 966 145	1 129 788 181	240 527 215	445 292 558	39,5%	-14,0%
Dépenses courantes	560 856 402	263 280 799	385 101 247	530 872 106	141 738 690	284 123 210	50,7%	7,9%
Salaires	260 000 000	110 646 509	175 069 420	245 819 928	64 507 568	131 074 482	50,4%	18,5%
Dépenses de fonctionnement	101 100 000	52 933 568	70 220 481	90 764 421	26 108 736	47 791 718	47,3%	-9,7%
Intérêts dus	21 006 783	8 803 381	16 199 692	21 354 240	2 606 039	16 404 340	78,1%	86,3%
Transferts courants	178 749 619	90 897 342	123 611 654	172 933 518	48 516 347	88 852 670	49,7%	-2,2%
Dépenses en capital	565 691 367	186 842 579	316 174 764	531 225 941	98 788 524	161 169 347	28,5%	-13,7%
financées sur ressources propres	263 719 311	90 139 403	154 128 246	323 536 504	64 324 780	125 987 239	47,8%	39,8%
Prêts nets	-6 290 737	-2 103 652	-3 795 160	-6 196 230	-1 692 468	-3 829 609	60,9%	82,0%



Les dépenses et prêts nets se sont situés à 441,5 milliards de francs CFA à fin juin 2011 contre 515,7 milliards de francs CFA à fin juin 2010, correspondant à une baisse de 74,2 milliards de francs CFA (- 14,4%). Cette régression est imputable d'une part au recul des dépenses en capital et d'autre part, à l'effet de base expliqué par la prise en compte du reliquat des dépenses exceptionnelles de la gestion 2009 (67,7 milliards de francs CFA) dans les opérations financières du premier semestre de l'année 2010.

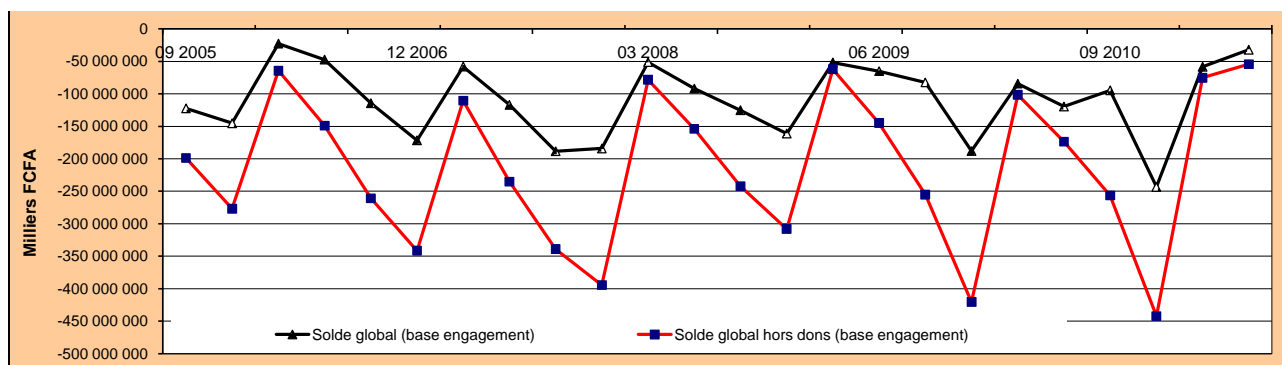
En effet, les dépenses en capital, en baisse de 13,7% par rapport au premier semestre 2010, ont été exécutées à hauteur de 161,2 milliards de francs CFA à fin juin 2011. Cette diminution est imputable aux dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures. Elles ont baissé de 64,5% (- 81,3% pour les dons et -58,5% pour les prêts) par rapport au premier semestre 2010.

Quant aux dépenses courantes, elles ont connu une hausse de 20,8 milliards de francs CFA à fin juin 2011 par rapport à la même période en 2010. Cette augmentation s'explique par la poursuite de la régularisation des engagements sociaux liés aux dépenses de personnel (avancements des périodes antérieures à 2009) et des charges de la dette publique.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

SOLDES ET FINANCEMENT

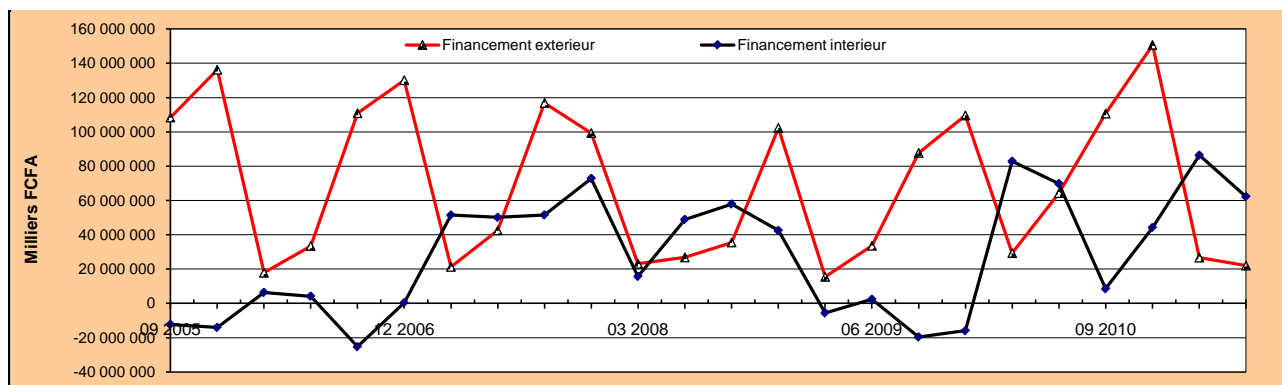
SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2011)	2. Trim. 2010	3. Trim. 2010	4. Trim. 2010	1. Trim. 2011	2. Trim. 2011	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-159 265 912	-119 576 331	-94 544 128	-243 372 803	-58 188 904	-32 042 891	20,1%	-73,2%
Solde global hors dons (base engagement)	-419 511 658	-173 606 263	-256 445 552	-442 312 518	-75 211 725	-54 278 284	12,9%	-68,7%
Solde primaire	-103 532 819	-164 802 882	-240 245 860	-420 958 279	-72 605 686	-37 873 944	36,6%	-77,0%
Solde de base	-124 539 602	-77 402 405	-96 297 033	-238 418 441	-41 014 380	-20 080 940	16,1%	-74,1%
Solde global (base caisse)	-159 265 912	-136 315 321	-115 300 758	-198 914 844	-59 220 246	-24 518 973	15,4%	-82,0%
Solde global hors dons (base caisse)	-419 511 658	-190 345 253	-277 202 182	-397 854 560	-76 243 066	-46 754 366	11,1%	-75,4%



Le déficit global (base engagement) des opérations financières de l'Etat s'est établi à 32,0 milliards de francs CFA à fin juin 2011 contre 119,6 milliards de francs CFA une année plus tôt, soit une amélioration de 73,2%. Ce niveau de déficit atteint à fin juin 2011 est contenu dans la limite de 91,0 milliards de francs CFA autorisée par le programme FEC.

Le déficit global base caisse s'est situé à 24,5 milliards de francs CFA à fin juin 2011 contre 136,3 milliards de francs CFA à fin juin 2010. Ce déficit a été financé aussi bien par l'extérieur que par l'intérieur. Au plan intérieur, les tensions de trésorerie constatées au cours du premier semestre 2011 ont conduit le gouvernement à procéder à des appels de fonds sur le marché financier sous régional. Ces appels de fonds se sont traduits par trois opérations d'émission de bons de trésor d'une valeur nette cumulée de 80,4 milliards de francs CFA. Le succès de ces opérations d'émission de titres publics traduit la confiance des investisseurs en la qualité de la signature du gouvernement burkinabè.

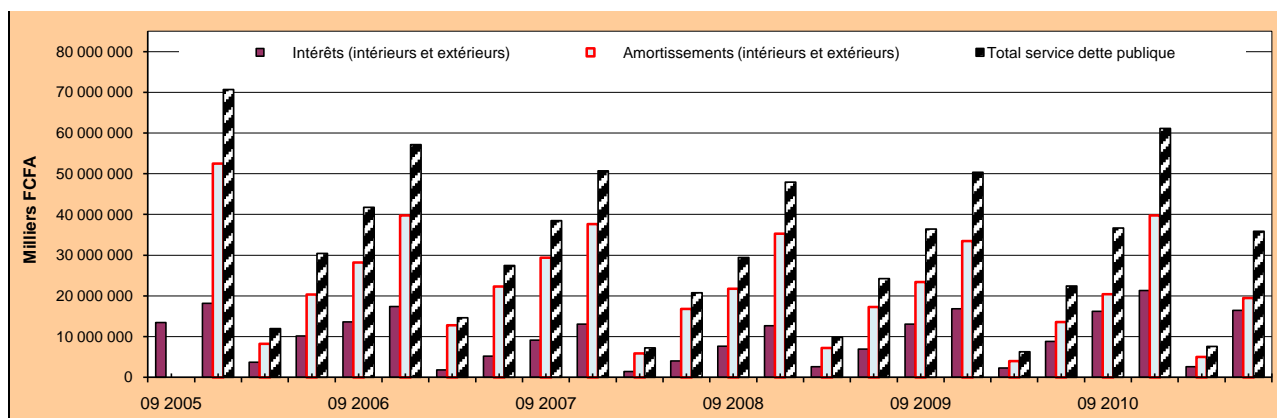
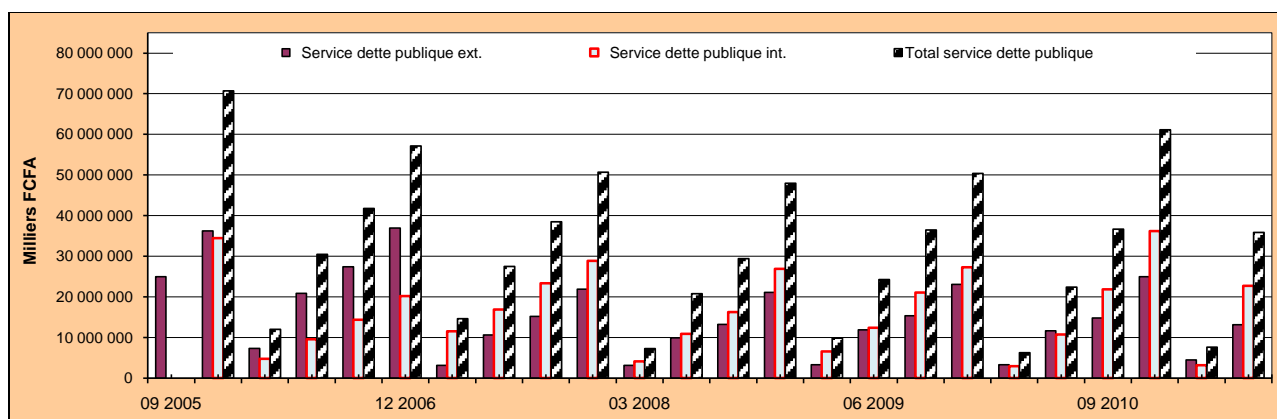
FINANCEMENT (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2011)	2. Trim. 2010	3. Trim. 2010	4. Trim. 2010	1. Trim. 2011	2. Trim. 2011	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Financement	134 407 093	134 092 689	119 207 707	194 911 795	113 075 588	84 175 811	62,6%	-37,2%
Financement extérieur	142 916 038	64 270 328	110 674 270	150 676 389	26 707 962	21 973 715	15,4%	-65,8%
Décaissements extérieurs	164 600 310	71 175 035	119 580 497	165 413 780	29 506 287	29 506 287	17,9%	-58,5%
Initiative PPTE (Allègements)	0							
Amortissement de la dette extérieure	-21 684 272	-6 904 707	-8 906 227	-14 737 390	-2 798 325	-7 532 571	34,7%	9,1%
Ajustement taux de change	0	0						
Financement intérieur	-8 508 945	69 822 361	8 533 437	44 235 406	86 367 627	62 202 095	-731,0%	-10,9%
Financement bancaire	5 345 255	65 172 200	-12 484 629	42 409 367	58 875 162	54 974 766	1028,5%	-15,6%
Secteur non bancaire	-13 854 200	4 650 161	21 018 065	1 826 039	27 492 464	7 227 329	-52,2%	55,4%
Gap de financement	0	2 222 632	-3 906 948	4 003 049	-53 855 343	-59 656 838		-2784,1%



Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

SERVICE DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En milliers Francs CFA)	Prédvision budgétaire (2011)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2010	2010	2010	2011	2011		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Total service dette publique	53 897 134	22 400 154	36 642 951	61 132 731	7 591 125	35 856 430	66,5%	60,1%
Amortissements (int. et ext.)	32 890 351	13 596 773	20 443 259	39 778 492	4 985 087	19 452 090	59,1%	43,1%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	21 006 783	8 803 381	16 199 692	21 354 240	2 606 039	16 404 340	78,1%	86,3%
Service dette publique int.	25 178 936	10 761 415	21 822 350	36 192 202	3 138 368	22 697 047	90,1%	110,9%
Amortissements	18 330 195	6 692 065	11 537 032	25 041 102	2 186 762	11 919 519	65,0%	78,1%
Intérêts	6 848 741	4 069 349	10 285 317	11 151 101	951 606	10 777 528	157,4%	164,8%
Service dette publique ext.	21 324 918	11 638 739	14 820 601	24 940 529	4 452 758	13 159 384	61,7%	13,1%
Amortissements	14 560 156	6 904 707	8 906 227	14 737 390	2 798 325	7 532 571	51,7%	9,1%
Intérêts	6 764 762	4 734 032	5 914 374	10 203 139	1 654 433	5 626 813	83,2%	18,9%
Service dette ext./recettes totales	3,0%	3,4%	2,9%	3,7%	2,7%	3,4%	111,7%	-0,1%

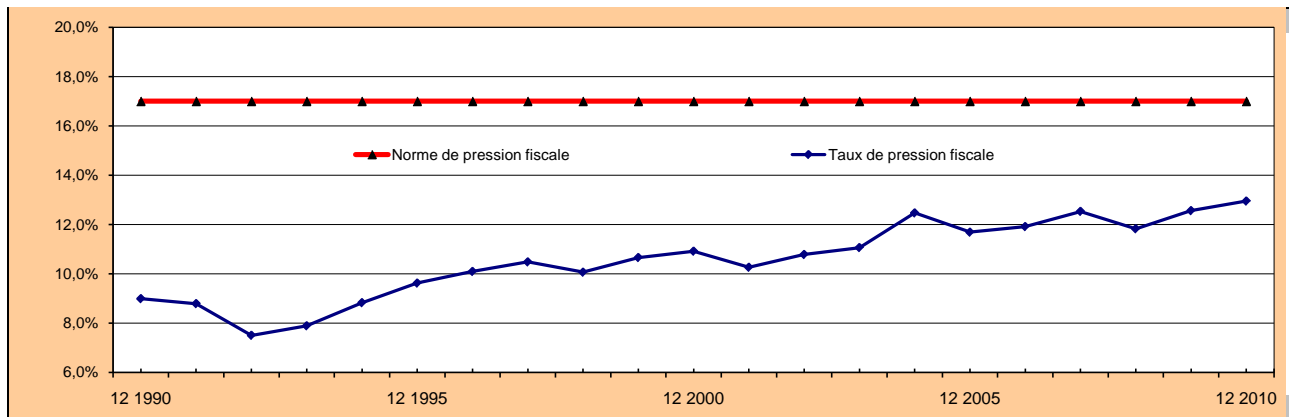


Le service de la dette publique s'est chiffré à 35,9 milliards de francs CFA au 30 juin 2011 contre 22,4 milliards de francs CFA à la même date en 2010; soit une augmentation de plus de moitié. Quant au ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", il est évalué à 3,4% à fin juin 2011 comme à fin juin 2010. Ce qui signifie que la part des ressources propres consacrées au paiement de la dette extérieure n'a pas évolué au cours de la période.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2006	12 2007	12 2008	12 2009	12 2010
Critères de 1er rang						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-4,8%	-5,7%	-4,6%	-5,6%	-4,0%
Taux d'inflation	≤ 3%	2,4%	-0,3%	10,7%	2,6%	-0,6%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	18,9%	25,1%	24,6%	27,5%	26,4%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	42,7%	35,2%	43,7%	47,6%	57,2%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	44,1%	46,3%	44,7%	46,2%	43,5%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-12,3%	-12,6%	-14,8%	-9,1%	-7,4%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	11,9%	12,5%	11,8%	12,6%	12,9%



Sources : M.E.F.

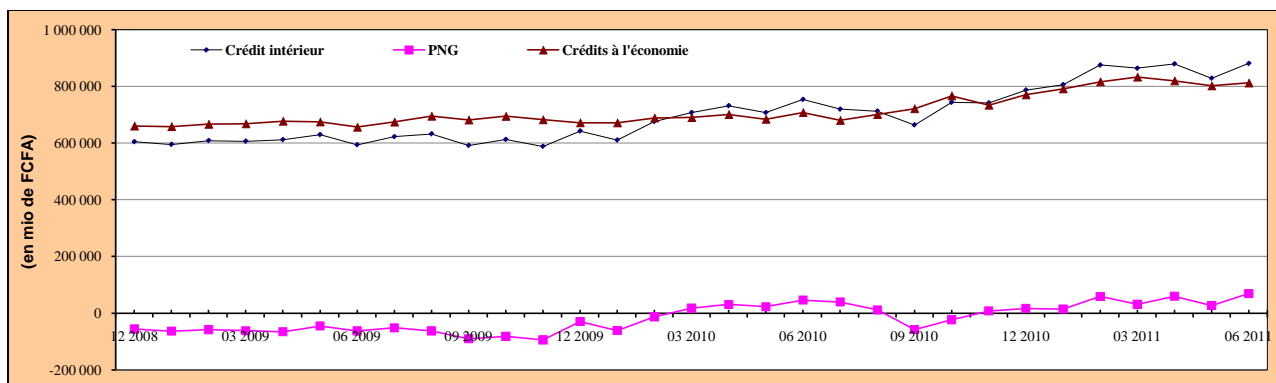
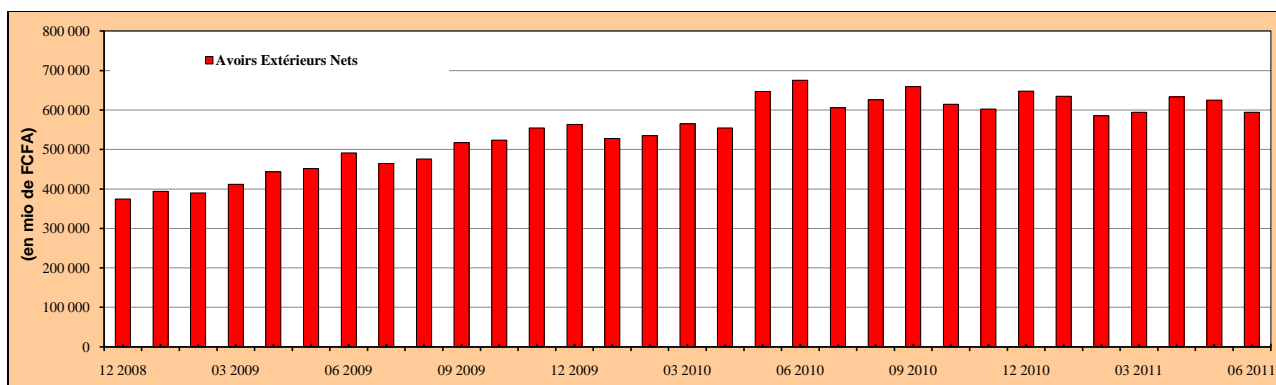
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

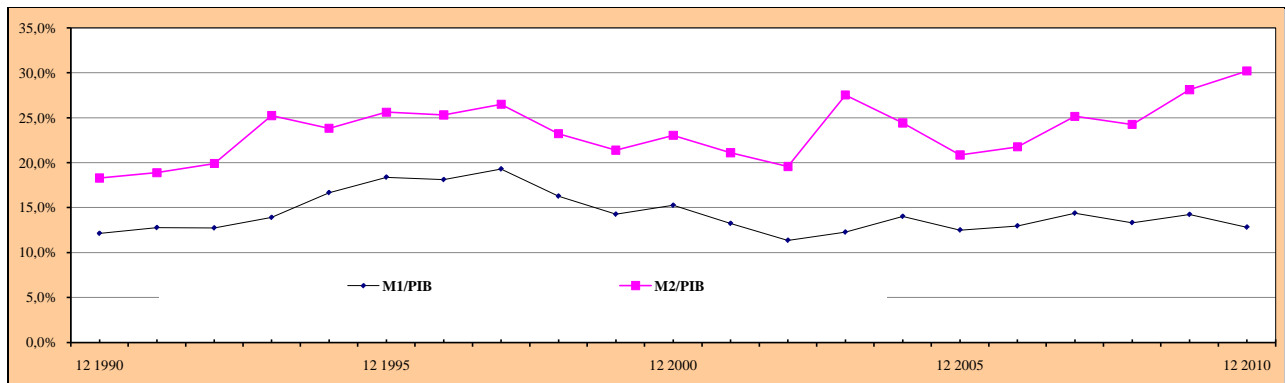
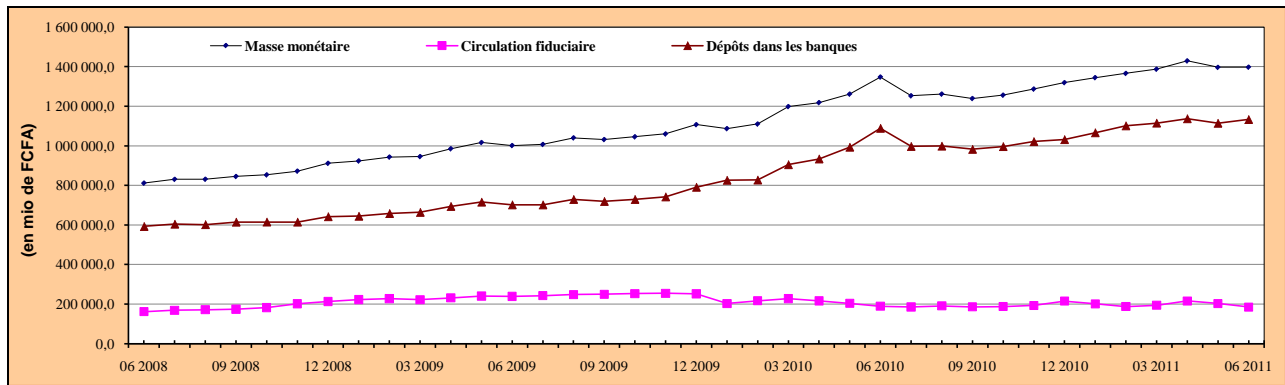
Les agrégats monétaires entre fin décembre 2010 et fin juin 2011 ont été caractérisés par une baisse des avoirs extérieurs nets (-8,3%) et une hausse du crédit intérieur (+11,9%) et de la masse monétaire (+5,9%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	2. Trim. 2010	3. Trim. 2010	4. Trim. 2010	1. Trim. 2011	2. Trim. 2011	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Avoirs Extérieurs Nets	675 488,7	659 469,3	647 533,1	594 243,5	593 954,3	-289,2	0,0%	-81 534,4	-12,1%	
BCEAO	387 869,7	386 740,3	300 757,1	277 961,5	258 088,3	-19 873,2	-7,1%	-129 781,4	-33,5%	
Banques	287 619,0	272 729,0	346 776,0	316 282,0	335 866,0	19 584,0	6,2%	48 247,0	16,8%	
Crédit intérieur	754 348,3	664 076,2	787 290,6	864 341,0	881 322,6	16 981,7	2,0%	126 974,3	16,8%	
PNG	46 077,0	-57 701,7	16 680,7	31 113,8	68 963,4	37 849,7	121,6%	22 886,4	49,7%	
Crédits à l'économie	708 271,3	721 778,0	770 609,9	833 227,2	812 359,2	-20 868,0	-2,5%	104 087,9	14,7%	
dont crédits à court terme	391 118,6	416 948,9	464 327,9	462 038,2	439 596,2	-22 442,0	-4,9%	48 477,6	12,4%	
dont crédits de campagne	33 441,7	15 823,1	10 286,0	69 705,0	59 296,0	-10 409,0	-14,9%	25 854,3	77,3%	
dont crédits à moyen et long terme	283 711,0	289 006,0	295 996,0	301 484,0	313 467,0	11 983,0	4,0%	29 756,0	10,5%	
Masse monétaire	1 347 714,5	1 239 246,8	1 319 510,8	1 387 428,4	1 397 670,0	10 241,7	0,7%	49 955,5	3,7%	
Circulation fiduciaire	189 074,2	186 105,3	215 078,7	194 305,2	184 812,2	-9 493,0	-4,9%	-4 262,0	-2,3%	
Dépôts dans les banques	1 088 703,3	982 429,6	1 031 504,1	1 114 968,2	1 132 922,3	17 954,1	1,6%	44 219,0	4,1%	
dont dépôts à vue	461 603,3	418 311,6	440 231,1	510 213,2	507 589,3	-2 623,9	-0,5%	45 986,0	10,0%	
dont dépôts à terme	448 990,0	381 182,0	401 655,0	405 573,0	412 522,0	6 949,0	1,7%	-36 468,0	-8,1%	
Autres Postes Nets	82 122,5	84 298,7	115 312,9	71 156,1	77 606,9	6 450,8	9,1%	-4 515,6	-5,5%	

AGREGATS MONETAIRES	déc.06	déc.07	déc.08	déc.09	déc.10
M1/PIB	13,0%	14,4%	13,3%	14,2%	12,8%
M2/PIB	21,8%	25,1%	24,2%	28,1%	30,2%



Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont passés de 647,5 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 594 milliards de FCFA à fin juin 2011 soit une régression de 53,6 milliards de FCFA (-8,3%). Cette baisse s'explique aussi bien par un repli des avoirs extérieurs nets des banques (-10,9 milliards de FCFA) entre fin décembre 2010 et fin juin 2011, que de la Banque Centrale (-42,7 milliards de FCFA).



La régression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 42,7 milliards de FCFA (-14,2%) résulte d'une baisse des avoirs extérieurs bruts et des engagements extérieurs. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 466,3 milliards de FCFA à fin juin 2011 contre 525,5 milliards de FCFA à fin décembre 2010, soit un recul de 59,3 milliards de FCFA (-11,3%). Quant aux engagements extérieurs, ils se sont situés à 208,2 milliards de FCFA à fin juin 2011 contre 224,8 milliards de FCFA à fin décembre 2010, soit une baisse de 16,6 milliards de FCFA (-7,4%).

La position extérieure des banques a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs bruts, et des engagements extérieurs bruts. En effet, les avoirs extérieurs bruts des banques sont passés de 457,6 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 491,1 milliards de FCFA à fin juin 2011, soit une hausse de 33,6 milliards de FCFA (+7,3%). Sur la même période, leurs engagements extérieurs sont passés de 110,8 milliards de FCFA à 155,3 milliards de FCFA, soit une hausse de 44,5 milliards de FCFA (40,1%).

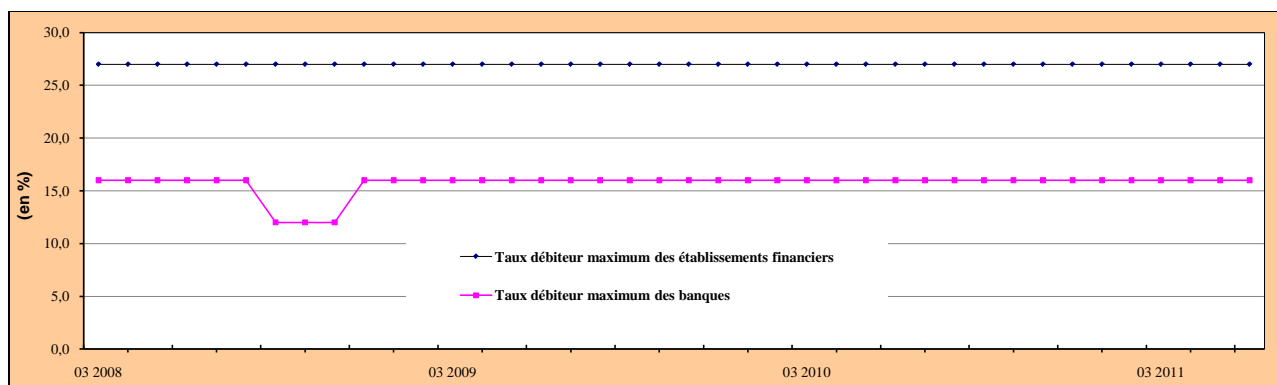
Le crédit intérieur a progressé de 94 milliards de FCFA (+11,9%) à fin juin 2011, en ressortant à 881,3 milliards de FCFA contre 787,3 milliards de FCFA à fin décembre 2010. Cette progression est attribuable aussi aux crédits à l'économie qu'à la PNG. En effet, les crédits à l'économie ont augmenté de 41,8 milliards de FCFA (+5,4%), en passant de 770,6 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 812,4 milliards de FCFA à fin juin 2011. Quant à la PNG, elle s'est améliorée de 52,3 milliards de FCFA (313,4%) sur la même période.

La masse monétaire, suivant l'évolution de ses contreparties, a enregistré un accroissement de 5,9% (78,2 milliards de FCFA) entre fin décembre 2010 et fin juin 2011, en s'établissant à 1.397,7 milliards de FCFA à fin juin 2011, contre 1.319,5 milliards de FCFA respectivement. Cette évolution est due exclusivement à une augmentation des dépôts en banques (101,4 milliards de FCFA, soit 9,8%), la circulation fiduciaire ayant au contraire décéléré de 30,3 milliards de FCFA, (-14,1%) sur la même période.

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim. 2010	3. Trim. 2010	4. Trim. 2010	1. Trim. 2011	2. Trim. 2011	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Au cours du deuxième trimestre 2011, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas connu de modification. Le taux de pension et le taux d'escompte sont fixés, depuis le 16 juin 2009, respectivement à 4,25% et 6,25%, contre des taux respectifs de 4,75% et 6,75% qui étaient entrés en vigueur depuis le 16 août 2008.

Le taux moyen mensuel du marché monétaire a connu des évolutions au cours du premier semestre 2011, passant de 3,2694% en janvier 2011 à 3,2500% en juin 2011, après avoir atteint son pic semestriel de 3,3797% en mars et en avril 2011.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,50% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du premier trimestre 2011. Les taux débiteurs minimum et maximum moyens ont stagné au cours du premier trimestre 2011. En effet, le taux de base moyen bancaire ainsi que les taux débiteurs minimum et maximum se sont établis respectivement à 10,04%, 7,19% et 14,31% aux mois de janvier, février et mars 2011. Aussi, les taux débiteurs (minimums et maximums) ont-ils évolué dans la fourchette de 1,5% à 16,0%, le taux d'usure étant de 18,0%.

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au premier trimestre 2011. Ainsi, le taux de base moyen et les taux débiteurs minimum et maximum se sont fixés respectivement à 14,63%, 16,38% et 23,50% au cours des trois premiers mois de l'année 2011.

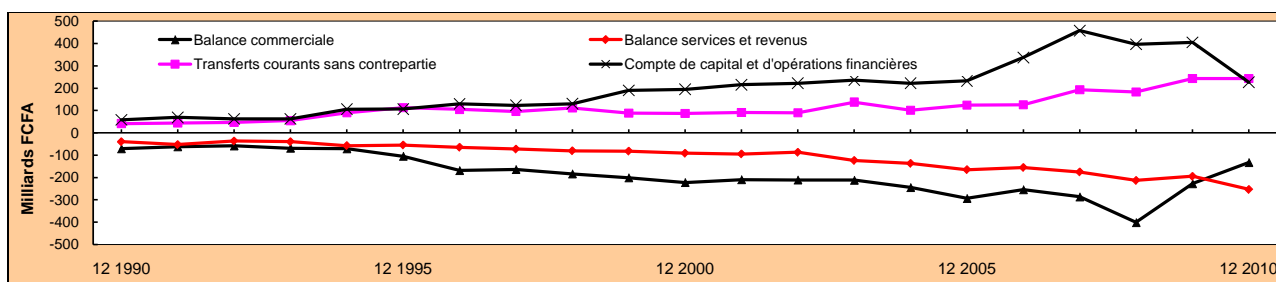
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur de l'économie burkinabè s'est ressenti des effets de la crise économie internationale difficile. Ces effets ont toutefois été atténués, au niveau des opérations courantes, par la baisse des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires et la bonne tenue des exportations d'or, grâce à la hausse des prix internationaux du métal jaune et au renforcement des capacités extractives des sociétés minières.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	Var. 2010	
						Var./2009	Var./2008
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Estimations		
Exportations de biens FOB	307,6	298,6	310,4	425,2	712,8	67,7%	51,6%
Importations de biens FOB	562,1	585,1	711,7	652,8	845,9	29,6%	9,0%
Balance commerciale	-254,5	-286,6	-401,4	-227,6	-133,0	-41,5%	-42,4%
Services	-154,9	-173,9	-211,6	-192,1	-248,9	29,6%	8,5%
Revenus	-0,2	-1,1	-1,6	-2,6	-4,7	81,3%	69,3%
Balance des services et revenus	-155,1	-175,1	-213,2	-194,7	-253,6	30,3%	9,1%
Transferts courants sans contrepartie	125,4	193,3	183,3	242,8	243,6	0,3%	15,3%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-284,2	-268,4	-431,3	-179,4	-143,0	-20,3%	-42,4%
Transferts en capital	818,8	140,2	85,9	132,9	98,8	-25,6%	7,3%
Opérations financières	-481,3	317,8	310,9	272,7	127,6	-53,2%	-35,9%
Comptes de capital et d'opérations financières	337,5	457,9	396,8	405,6	226,5	-44,2%	-24,5%
Erreurs et omissions	-3,7	-1,5	1,5	-1,4	0,5		-45,1%
Solde global	49,6	188,1	-33,0	224,7	83,9	-62,7%	



A fin décembre 2009, le solde de la Balance des Paiements du Burkina Faso est ressorti excédentaire à 224,7 milliards de FCFA contre un déficit de 33,4 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette amélioration des comptes extérieurs découle aussi bien de celle du solde structurellement déficitaire de la Balance des transactions courantes, que celle des entrées nettes de flux au titre des opérations financières.

Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2010 ont été caractérisés par une bonne tenue des cours mondiaux de l'or et du coton, les deux principaux produits d'exportation. S'agissant de l'or, sa production s'est accrue avec le démarrage des activités des mines d'Essakane et d'Inata. Les effets de ces facteurs ont été atténués par une remontée des prix internationaux des produits pétroliers à partir du deuxième trimestre de l'année 2010. Aussi, les importations liées à l'intensification des activités agricoles et minières ainsi que celles relatives à la reconstruction et/ou la réhabilitation des infrastructures socio-économiques endommagées par les inondations du 1er septembre 2009 ont-elles contribué à limiter l'accroissement des avoirs extérieurs nets. Ainsi, la Balance des Paiements du Burkina Faso ressortirait excédentaire de 83,9 milliards de FCFA en 2010, contre +224,7 milliards de FCFA l'année précédente.

Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes pour l'année 2010 s'est améliorée de 36,4 milliards de FCFA par rapport à l'année 2009, sous l'effet d'une hausse des exportations (+287,7 milliards de FCFA) conjuguée à une augmentation des importations (-193,1 milliards de FCFA). Les exportations ont atteint 712,8 milliards de FCFA en 2010 contre 425,2 milliards de FCFA en 2009, soit une hausse de 67,7% expliquée principalement par celles de l'or non monétaire (+268,8 milliards de FCFA) et du coton fibre, jusqu'alors principal produit pourvoyeur de ressources extérieures du pays (14,2 milliards de FCFA) entre 2009 et 2010. Quant aux importations, elles sont ressorties à 845,9 milliards de FCFA en 2010 contre 652,8 milliards de FCFA en 2009 soit une hausse de 29,6% imputable principalement aux biens d'investissement (+111,6 milliards de FCFA) et aux produits pétroliers (+40,8 milliards de FCFA).

Le solde des opérations financières et de capital, s'est établi à +226,5 milliards de FCFA en 2010 contre 405,6 milliards de FCFA en 2009, soit une baisse de 179,1 milliards de FCFA (-44,2%). Cette régression s'explique aussi bien par le solde du compte de capital que celui des opérations financières. En effet, le solde excédentaire des transferts de capital est passé de 132,9 milliards de FCFA en 2009 à 98,8 milliards de FCFA en 2010, soit une diminution de 34,1 milliards de FCFA d'une année à l'autre. De même le solde excédentaire des opérations financières s'est réduit de 145,0 milliards de FCFA, en se situant à 127,6 milliards de FCFA en 2010 contre 272,7 milliards de FCFA en 2009.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2010	2010	2010	2011	2011	trimestriel	annuel
TOTAL	258 876,9	284 541,6	291 432,4	272 058,6	287 593,5	5,7%	11,1%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	2 596,9	2 985,6	3 227,6	3 148,3	3 035,2	-3,6%	16,9%
Produits du règne végétal	16 312,5	17 947,7	15 129,6	19 625,6	18 997,0	-3,2%	16,5%
Graisses et huiles animales ou végétales	1 821,7	2 896,6	4 043,9	1 907,4	2 788,7	46,2%	53,1%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	17 787,3	17 063,3	18 753,9	15 979,3	17 754,6	11,1%	-0,2%
Produits minéraux	70 484,1	73 263,2	68 868,8	69 086,1	83 876,7	21,4%	19,0%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	39 292,1	38 190,5	22 645,1	42 571,9	33 757,7	-20,7%	-14,1%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	10 965,5	12 579,3	12 294,7	9 320,2	11 085,0	18,9%	1,1%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	149,2	267,9	195,1	158,6	181,3	14,3%	21,5%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 079,7	830,8	821,0	930,4	871,8	-6,3%	-19,3%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	6 202,7	7 884,0	5 001,6	3 847,3	5 465,5	42,1%	-11,9%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	6 075,2	5 977,9	11 968,5	7 777,2	4 740,7	-39,0%	-22,0%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 218,3	918,8	826,7	962,8	1 001,9	4,1%	-17,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	1 949,0	1 966,9	2 537,6	1 853,2	2 179,4	17,6%	11,8%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préci.	30,3	26,4	31,6	33,2	35,0	5,5%	15,6%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	21 885,1	25 662,6	22 226,0	19 092,0	21 691,6	13,6%	-0,9%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	32 261,2	45 358,5	50 129,5	39 268,8	44 729,1	13,9%	38,6%
Matériel de transport	22 431,9	25 731,7	43 597,5	29 211,7	30 007,2	2,7%	33,8%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	2 770,7	2 190,1	5 527,5	4 126,0	3 015,4	-26,9%	8,8%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	640,2	803,6	407,8	692,5	372,2	-46,3%	-41,9%

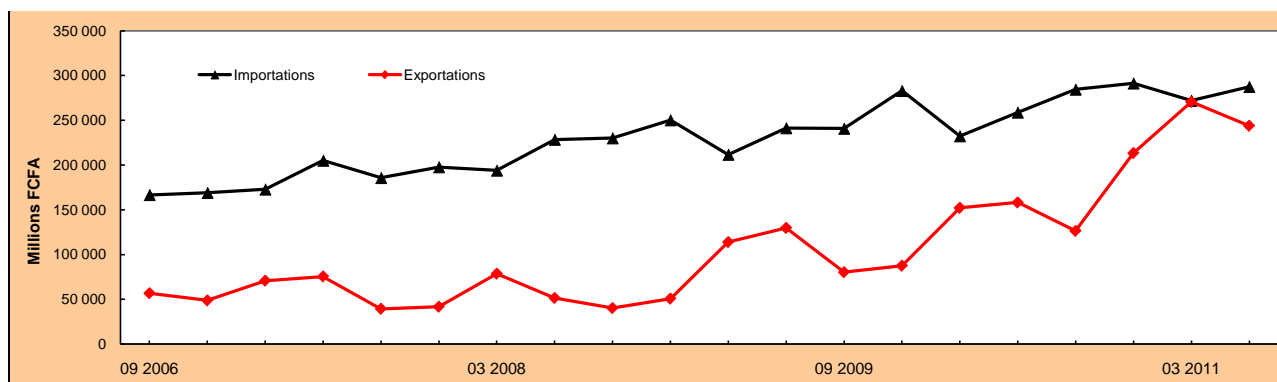
Après le repli en début d'année 2011 de 6,6% en glissement trimestriel, les importations enregistrent au deuxième trimestre 2011 une légère hausse de 5,7% par rapport au premier trimestre 2011. La valeur totale des importations passant ainsi de 272,1 milliards de francs CFA au premier trimestre 2011 à 287,6 milliards de francs CFA au second trimestre 2011, soit une hausse de 15,5 milliards de francs CFA.

Cette hausse est principalement imputable à une hausse des importations des hydrocarbures de 14,8 milliards de FCFA et des machines, appareils et matériels électriques de 5,5 milliards de francs CFA, malgré la baisse observée dans les importations des produits chimiques et des industries connexes de 8,8 milliards de francs CFA.

En glissement annuel, la hausse enregistrée depuis le premier trimestre de l'année 2010 se poursuit. En effet, une hausse de 11,1% est observée par rapport au second trimestre de 2010. Les importations des hydrocarbures enregistrent la principale progression significative avec une différence de +13,3 milliards de francs CFA, soit +19,0% de glissement annuel; suivi de près par les machines, appareils et matériels électriques pour 12,5 milliards de francs CFA avec un glissement annuel de +38,6%, et des matériels de transport pour 7,6 milliards de FCFA avec un glissement annuel de 33,8%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2010	2010	2010	2011	2011	trimestriel	annuel
TOTAL	158 210,8	126 405,2	213 425,0	270 661,5	243 946,7	-9,9%	54,2%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 311,0	1 511,7	1 522,9	1 591,9	1 160,6	-27,1%	-11,5%
Produits du règne végétal	11 373,8	7 745,8	10 900,2	20 317,2	31 799,1	56,5%	179,6%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	4 609,4	2 775,4	9 947,8	15 766,3	7 098,8	-55,0%	54,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	453,5	367,0	204,2	888,2	431,6	-51,4%	-4,8%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 893,3	1 714,7	1 790,8	1 983,7	2 413,9	21,7%	-16,6%
Produits minéraux	907,8	797,0	1 782,9	1 190,3	561,7	-52,8%	-38,1%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 679,4	312,8	200,5	1 124,9	748,3	-33,5%	-55,4%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	87,9	1 037,4	94,8	66,7	121,5	82,2%	38,2%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	808,0	527,7	224,9	443,9	542,9	22,3%	-32,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	5,7	9,8	13,8	3,8	17,0	348,4%	195,5%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	22,7	1,9	50,5	36,0	75,2	109,1%	230,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	38 434,0	2 334,9	21 134,6	41 050,5	53 231,1	29,7%	38,5%
dont coton fibre	37 283,0	1 638,2	20 357,9	38 342,0	52 035,0	35,7%	39,6%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	0,5	0,0	1,1	5,0	6,0	19,6%	1026,9%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	96,6	44,5	49,5	71,1	104,9	47,5%	8,6%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	96 789,5	103 493,6	169 598,9	198 118,8	149 584,7	-24,5%	54,5%
dont or	96 789,4	103 493,6	169 598,9	198 118,8	149 584,7	-24,5%	54,5%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	606,0	1 058,3	828,0	647,0	771,1	19,2%	27,2%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	936,7	1 163,2	4 329,9	1 702,3	1 237,0	-27,3%	32,0%
Matériel de transport	1 276,8	320,6	351,7	996,5	732,3	-26,5%	-42,6%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	179,6	142,7	141,2	158,8	105,8	-33,4%	-41,1%
Marchandises et produits divers	306,2	435,5	131,4	107,6	206,9	92,4%	-32,4%

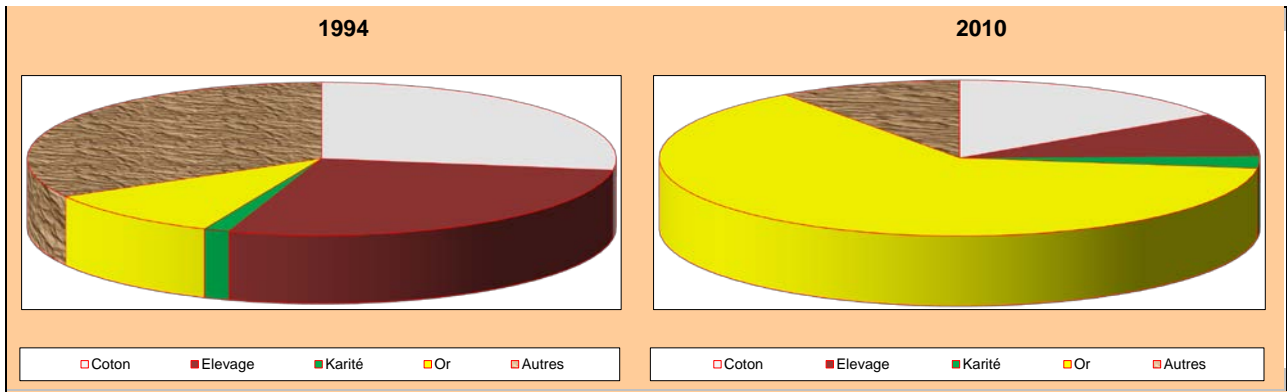


Les exportations enregistrent un recul de 9,9% en glissement trimestriel au second trimestre 2011. Ce recul est principalement imputable à celui des exportations d'or de 48,5 milliards FCFA, malgré la hausse enregistrée des exportations des produits du règne végétal de 20,4 milliards de FCFA et de coton fibre de 13,7 milliards de FCFA. L'or reste néanmoins la première source de devises pour le pays.

En glissement annuel, les exportations d'or enregistrent une hausse de 54,5% pour une valeur de 52,8 milliards de FCFA et confirme la place de plus en plus importante qu'occupe cette pierre précieuse dans les entrées de devises au Burkina Faso. En effet, les effets conjugués de la hausse du cours de l'or et du dollar avec le regain d'intérêt pour l'exploitation industrielle de l'or depuis quelques années ont favorisé la poursuite de la hausse des exportations d'or qui ont passé le cap des cent (103,5) milliards de francs CFA au troisième trimestre 2010 et frôlé le cap des deux cent (198,1) milliards de francs CFA au premier trimestre 2011.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1994	2007	2008	2009	2010
Part du coton dans total	27,4%	55,7%	33,1%	22,8%	15,6%
Part des produits de l'élevage dans total	27,7%	15,2%	16,3%	14,2%	9,0%
Part du karité dans total	1,4%	4,5%	5,4%	4,2%	2,6%
Part de l'or dans total	10,2%	5,4%	22,6%	42,3%	62,9%
Part des autres produits dans total	33,3%	19,1%	22,5%	16,6%	9,9%

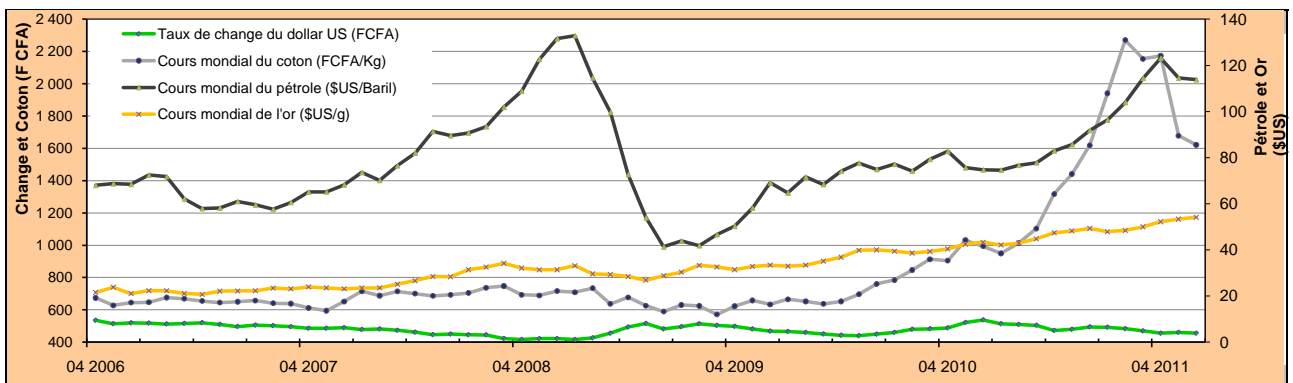


Depuis 2008, par la grâce de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabè poursuit sa mutation. En effet, d'une structure où prédominaient les exportations de produits de l'élevage (27,7%) et celles du coton (27,4%) en 1994, il ressort une prédominance de l'or avec 62,8% de la part des exportations en 2010. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 12,1 tonnes en 2009 et 22,3 tonnes en 2010 mais aussi par la hausse soutenue du prix de l'or ces années qui ont suivies la crise de 2008, en raison principalement de sa nouvelle fonction de réserve de valeur. La production industrielle devrait cependant se stabiliser les années à venir.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2010	2010	2010	2011	2011	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	515,3	508,8	481,7	481,3	456,7	-5,1%	-11,4%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	77,7	76,4	86,8	104,9	117,1	11,6%	50,7%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 894,3	2 010,0	3 025,7	4 413,3	3 996,3	-9,4%	111,0%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	42,1	43,3	48,3	48,8	53,2	9,1%	26,5%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	40,0	38,8	41,8	50,4	53,5	6,1%	33,8%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	976,4	1 022,1	1 459,2	2 122,0	1 824,4	-14,0%	86,8%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	21,7	22,0	23,3	23,5	24,3	3,6%	11,9%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,024	0,026	0,035	0,042	0,034	-19,3%	39,1%



. Taux de change du dollar :

Le FCFA conserve au deuxième trimestre 2011 sa tendance d'appréciation par rapport au dollar amorcée depuis juillet 2010. Après une appréciation de 0,1% (en variation trimestrielle) au premier trimestre 2011, le taux dollar/FCFA s'est apprécié de 5,1% au deuxième trimestre 2011, soit au taux mensuel moyen de 455 FCFA. En glissement annuel, il s'est apprécié de 11,4% au deuxième trimestre 2011 contre une dépréciation de 1,6% au premier trimestre. Cette appréciation de l'Euro par rapport au dollar serait en partie imputable au regain de confiance dans la zone Euro (lié aux mesures de relance économique en vigueur en Grèce, Irlande, Portugal...) et aux risques de crise d'endettement qui pèsent sur les USA.

. Prix des produits exportés :

Le cours mondial du coton a enregistré son fort point de retournement au deuxième trimestre 2011 avec une baisse vertigineuse de 23,6% en Mai 2011. En variation trimestrielle, il a enregistré une baisse de 9,4% au deuxième trimestre 2011 contre une hausse de 45,9% au premier trimestre 2011. En glissement annuel, la valeur du coton a progressé de 111,1%. En FCFA, le cours du coton a enregistré une baisse de 14,0% et une hausse 86,8% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel. Le kilogramme de coton fibre est ressorti en moyenne à 1823,5 FCFA au deuxième trimestre 2011 contre 2195,7 FCFA un trimestre plutôt. Cette baisse pourrait s'inscrire dans la durée au regard de l'abondance des nouvelles récoltes au Brésil et en Australie et les bonnes perspectives de production en Chine et en Inde.

Après une légère baisse (-2,4%) au début du premier trimestre 2011, le cours mondial de l'once d'or a renoué avec sa hausse régulière depuis février 2011. En variation trimestrielle, il a augmenté de 9,1% au deuxième trimestre 2011 contre une hausse également de 0,9% un trimestre plutôt, passant ainsi de 48,4\$US/g à 53,2 \$US/g en moyenne. En glissement annuel le cours de l'or reste en hausse de 26,5%. En FCFA, il est en hausse de 3,6% en variation trimestrielle, passant ainsi de 23423,3 FCFA/g en moyenne au premier trimestre 2011 à 24266,6 FCFA/g au deuxième trimestre 2011. Les signes de plus en plus rassurants de la reprise de l'activité économique mondiale et le regain de confiance en Europe et aux USA pourraient remonter la préférence des acteurs du monde financier pour les devises et induire une baisse du cours de l'once. Toutefois, les risques de crise d'endettement aux USA pourraient encore entretenir la hausse du cours de l'once pendant le reste de l'année 2011.

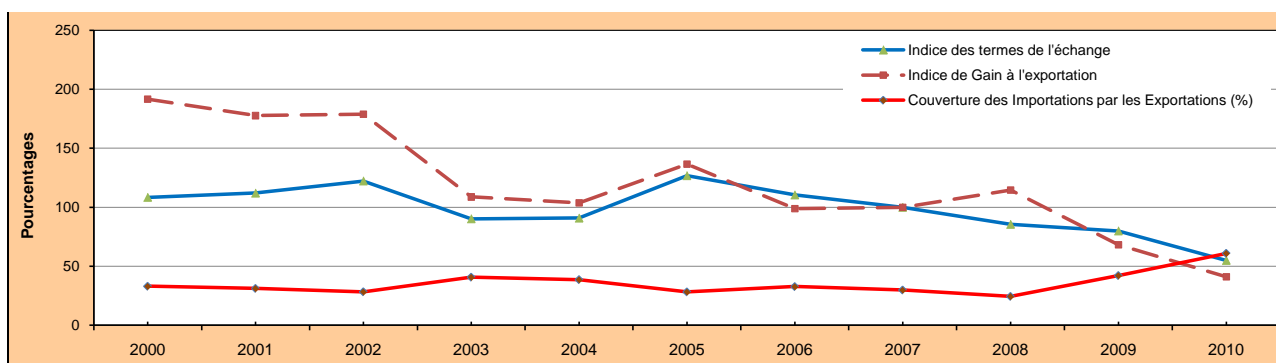
. Prix des produits importés :

Après une hausse vertigineuse amorcée depuis août 2010, le cours mondial du baril de pétrole a enregistré un retournement de tendance au deuxième trimestre 2011, enregistrant ainsi une variation trimestrielle de +11,6% et +20,8% au premier trimestre 2011. En glissement annuel, il reste nettement supérieur à son niveau de juin 2010 de 50,7%. En FCFA, le cours du pétrole a varié de +6,1% et de +33,8% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel. Le fléchissement du cours du baril du brut enregistré au deuxième trimestre serait en partie dû aux actions d'augmentation de l'offre engagées par l'OPEP et la mise sur le marché des réserves stratégiques de certains pays industrialisés.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2006	12 2007	12 2008	12 2009	12 2010	Var. 2010	
						Var./2009	Var./2008
Indice prix à l'importation	86,2	100,0	126,6	146,7	209,6	42,9%	65,6%
Indice prix à l'exportation	95,2	100,0	108,3	117,3	115,3	-1,7%	6,4%
Indice des termes de l'échange	110,5	100,0	85,6	79,9	55,0	-31,2%	-35,7%
Indice de gain à l'exportation	98,9	100,0	114,6	68,1	41,0	-39,9%	-64,2%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	32,8	29,9	24,5	42,1	60,9	44,6%	148,8%

**TERMES DE L'ECHANGE ET COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS**

Par rapport au taux de couverture, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un niveau atteint de 42,1% en fin 2009 puis de 60,9% en fin 2010.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Définitions et abréviations

Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DEP :	Direction des Etudes et de la Planification
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGPER :	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DGPSE :	Direction Générale de la Prévision, des Statistiques et de l'Economie de l'Elevage
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IADM :	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAHRH :	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
PPTTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
SP-PPF :	Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun)
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kourritenga, région du Centre – Est)

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par la Direction générale de la prévision et des statistiques de l'élevage du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI).

Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant.

Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions - Relecture	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
LENGANE, Toubriyant MILLOGO, François SIE, Chiep	Finances publiques	DEP/MEF SP-PPF SP-PPF
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
SEBEGO, Mamoudou	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DPAM / DGEP